

Burundi : Edouard Nduwimana menace de dissoudre le parti MSD

@rib News, 12/03/2014 Dans une sortie médiatique de ce mercredi, le ministre burundais de l'Intérieur Edouard Nduwimana (photo) a accusé le parti d'opposition MSD d'avoir pris en otage les forces de l'ordre et d'avoir organisé une rébellion contre son Gouvernement. Il a en outre annoncé avoir toute la latitude de suspendre ou même de dissoudre le MSD ou tout autre parti politique si les agissements du parti concerné sont en contradiction avec l'article 62 de la loi sur les partis politiques.

Entre temps, le Parquet de Bujumbura a annoncé avoir délivré un mandat d'arrêt contre le président du MSD Alexis Sinduhije accusé de rébellion, subversion, émeutes, insultes envers les autorités. Au total 71 membres du MSD sont inculpés de rébellion ou insurrection, quelques jours après les affrontements entre la police et les membres de ce parti MSD. Les réactions fusent d'un peu partout contre les violences observées au Burundi. Communiqué du Département d'Etat Américain Les États-Unis sont profondément préoccupés par les actions du gouvernement du Burundi d'empêcher ou briser deux rassemblements distincts des partis politiques d'opposition le 8 Mars. Nous déplorons l'utilisation par le gouvernement des tactiques maladroites le 8 Mars à briser un rassemblement lors de la célébration pacifique de la Journée internationale de la femme par l'aile du parti politique de l'opposition, Union pour le Progrès National (Uprona). Nous condamnons également la violence qui a eu lieu plus tard le même jour dans la capitale entre la police et des membres de partis politiques d'opposition lorsque les policiers ont tenté d'empêcher une réunion de l'opposition au siège du Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie (MSD). Nous dénonçons la saisie de l'opposition de deux policiers en otages et la violence qui a suivi et qui a eu lieu entre la police et l'opposition. Les mesures prises par les deux parties sont incompatibles avec des progrès notables du Burundi vers la création d'une démocratie pacifique. Nous demandons instamment au gouvernement du Burundi de respecter ses obligations en matière de droits de l'homme et de respecter le droit constitutionnel de l'opposition politique à tenir des rassemblements pacifiques. Nous appelons également le gouvernement et l'opposition à rejeter la violence et l'usage de la force. Nous soulignons l'importance de toutes les parties au Burundi de respecter le processus démocratique afin que le Burundi puisse organiser des élections libres, justes et pacifiques en 2015. Communiqué du Quai D'Orsay) La France exprime son inquiétude après les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre survenus le 8 mars, à l'occasion de la journée internationale de la femme. Nous appelons les autorités burundaises et l'opposition à s'abstenir de tout recours à la violence et à poursuivre leur dialogue, dans la perspective des élections générales de 2015. [JMM]